Daniel Bensaïd

Front contre Front

Des intellectuels se sont dressés, au nom du peuple, contre les pétitionnaires dénonçant la loi Debré. Quitte à occulter l'essentiel.

Plusieurs personnalités ont manifesté leur réprobation ou leur inquiétude devant la vague pétitionnaire contre la loi Debré. Dans *Le Monde* du 16 février, Emmanuel Todd y voit « quelque chose de pervers » : « Mon sentiment est qu'il y a en fait beaucoup d'indifférence aux vrais problèmes des immigrés comme à ceux des milieux populaires français. » Dans *Libération* du 17 février, Alain Finkielkraut regrette cette forme de « mobilisation lyrique de la caste des gens célèbres ». Lyrique ? Et alors ? Il y a des moments privilégiés où l'émotion et la raison battent à l'unisson. Sur ce point, la marche blanche et la colère des Belges ont beaucoup à nous apprendre. Quant à la caste, Finkielkraut n'est pas réputé pour en bouder, à l'ordinaire, les privilèges médiatiques. Dans *Libération* du 17 février toujours, Jean-François Kahn réprouve « le recours à la désobéissance civile », au moment où il s'agirait de « refonder la loi républicaine en l'opposant à la loi du capitalisme de jungle ». Reste à savoir au nom de quoi s'énonce « le nom de la loi », qui la fait loi, et ce qui fonde sa légitimité. Vaste querelle.

Sursaut

Ces interventions soulèvent deux problèmes sérieux, au croisement du débat sur le projet Debré et de la secousse de Vitrolles. Celui des enjeux de l'immigration. Celui de la lutte contre le FN. L'appel des cinéastes, puis les autres, ont eu le mérite de sonner l'alerte et le réveil, alors que ces lois risquaient de passer dans la quasi-indifférence d'une gauche officielle déjà tout absorbée par sa tambouille électorale. Ils marquent un coup d'arrêt à une logique de concessions au lepénisme qui vient de loin. Ce sursaut est sans doute, au moins en partie, le produit différé de la longue marche des sans-papiers. Savoir quelle en sera la portée dépend des suites qui lui seront données. Le risque existait en effet que la mobilisation sur l'affaire de l'hébergement n'aboutisse à banaliser le reste de la loi. Mais les manifestations des 22 et 25 février ont déjà élargi la question en s'opposant à la logique d'ensemble des lois Debré et, au-delà, en éclairant la signification profonde des lois Pasqua.

Le discours gouvernemental invoque pour prétexte la lutte contre « l'immigration clandestine ». En réalité, le flux annuel d'immigration est bien inférieur à ce qu'il était dans les années soixante-dix. Le spectre de l'invasion apparaît, à l'examen, comme un tigre en papier. S'il y a un problème de travail clandestin, il concerne d'abord, à 90 %, des travailleurs français. La véritable question est bien évidemment celle des peurs qui hantent une société enlisée dans sa propre crise. Sous prétexte de « sécuriser » des populations dont les conditions de vie se dégradent à vue d'œil, le dispositif répressif des lois Pasqua-Debré insécurise et « désintègre » non pas des immigrés clandestins, mais tout étranger en tant que tel, transformé en suspect. Il fabrique des irréguliers, sépare des familles, multiplie les imbroglios juridiques et, surtout, accrédite l'idée que l'immigration est la cause de bien des maux.

Ce discours s'inscrit dans la continuité des reculades de la gauche. Elles ont commencé avec l'envoi par une municipalité communiste de bulldozers contre un foyer d'immigrés, ouvrant une première brèche dans la solidarité entre Français et immigrés. Elles ont continué avec le renoncement de la gauche gouvernementale à tenir ses engagements sur le droit de vote des immigrés. Elles se sont aggravées avec les déclarations du Premier ministre Mauroy stigmatisant les grèves de Citroën comme des « grèves islamistes » : les immigrés, dès lors, n'étaient plus définis socialement comme des travailleurs, mais confessionnellement ou ethniquement comme des « corps étrangers ». Puis il y eut Fabius, donnant acte au Front national d'avoir posé « un vrai problème », puis Rocard, déposant le fardeau de la « misère du monde ». Et pendant ce temps-là, depuis 1984, le FN n'a cessé de grimper.

Non, la question de l'immigration n'est ni la première ni la bonne question. La racine du malaise est dans la société qui fabrique toutes sortes d'exclusions. Les mouvements migratoires ne sont que la conséquence flagrante de la mondialisation libérale et des inégalités planétaires qu'elle aggrave. Il deviendra de plus en plus contradictoire de prêcher la libre circulation des capitaux et des marchandises tout en bardant l'Europe de miradors et de zones de rétention contre la circulation des personnes.

Sur ce point, les dirigeants de la gauche ont beaucoup à se faire pardonner. Les multiples pétitions revendiquant aujourd'hui un principe d'hospitalité (qui n'est pas une loi, mais une vertu privée), leur offrent l'occasion d'un modeste repêchage. En s'engageant solennellement, par exemple, à abolir les lois Pasqua-Debré en cas de future victoire électorale et non les seules « dispositions aujourd'hui contestées », comme l'annonce Jospin.

Enjeux

Le second problème soulevé par les arguments de Todd ou Finkielkraut est celui d'une prétendue rupture entre une élite intellectuelle

privilégiée et le petit peuple souffrant au quotidien. Mais pourquoi opposer le sursaut civique et démocratique de ceux et celles qui ont professionnellement accès à l'espace public, au désarroi quotidien de la majorité de la population, au lieu de chercher à les rassembler ?

Il est vrai que nombre de salariés, de chômeurs, d'exclus, peuvent se sentir oubliés dans l'affaire. Ils ne reçoivent pas souvent la visite d'amis étrangers. Ils voyagent rarement eux-mêmes à l'étranger. Ils n'ont pas de place pour une chambre d'amis et se trouvent déjà à l'étroit avec des fils et des filles, sans boulot, qui vivent de plus en plus longtemps au domicile familial. Mais opposer les uns aux autres ne rime à rien.

Sous le choc de Vitrolles, les porte-parole gouvernementaux implorent sur tous les tons de ne pas faire le jeu du Front national. L'heure serait à l'union sacrée. Mais de quoi profite le FN, si ce n'est du chômage, de la crise urbaine, des quinze ans de franc fort, des conséquences de la course aux critères de convergence, des affaires et de la corruption, des effets Carignon, Tapie ou Tibéri ? Résister à sa démagogie, c'est d'abord se battre sur des enjeux qui ne font pas le pain quotidien du lepénisme : le refus des lois Pasqua, la défense de la Sécu, le vote des immigrés, la réduction du temps de travail.

Il est de bon ton désormais de clamer haut et fort qu'il faut disputer le terrain au FN pied à pied, se battre cage d'escalier par cage d'escalier, maison par maison, comme à Stalingrad. Soit. Encore faut-il dire pour quoi l'on se bat et où passe la ligne de résistance. Elle existe, en pointillés, dans les grandes grèves de l'automne 1995 contre la loi Juppé, dans la défense des sans-papiers, dans les manifestations et les Assises nationales pour les droits des femmes, dans la rébellion civique contre la loi Debré. Il suffit de tirer un trait d'union entre ces points pour faire ligne, pour faire front. Front contre Front.

Alors, que l'on reproche aux intellectuels tantôt leur silence, tantôt leur tapage, ceux et celles qui se sont retrouvés ensemble dans ces circonstances auront au moins contribué à tracer ce chemin. Que les cheminots et les traminots grévistes, les déplacés de Saint-Bernard, les Marie-Flo en lutte pour leur dignité, les cinéastes et autres pétitionnaires se donnent la main. Ils formeraient alors ensemble la seule ligne de résistance et de contre-attaque qui vaille, une majorité sociale à défaut d'être encore une majorité politique.

Car le seul terrain où le Front national, en dépit de ses tentatives, ne parvient pas à se faire entendre, est celui des mouvements sociaux. Dans les cortèges de décembre 1995, il avait disparu. Dans les luttes, le clivage n'est plus entre nationaux et étrangers, mais entre possédés et possédants (ceux de la fortune, du pouvoir, de l'image) et quand le peuple bouge, le FN, en dépit de sa démagogie populiste, se retrouve du côté de l'ordre établi. La question est de savoir sur laquelle de ces fractures concurrentes aura lieu la bataille, laquelle de ces solidarités, de classe ou tribale, l'emportera. Pour quiconque se proclame de gauche, la leçon incite à soutenir les revendications et les luttes sociales, au lieu de les freiner au nom de calculs électoraux à courte vue, au lieu de dénoncer de façon méprisante tantôt le corporatisme des cheminots, tantôt l'égoïsme des traminots.

La réponse aux scrupules de MM. Todd, Finkielkraut et Kahn, c'est que la lutte contre le FN ne saurait se satisfaire des intermittences de l'engagement, des émois sans lendemain, des indignations à éclipses. Elle réclame de la suite dans les idées et dans les actes.

Rouge n° 1721, 27 février 1997